

Du PIB aux nouveaux indicateurs de progrès : les enjeux d'un tournant historique

Isabelle Cassiers* et Géraldine Thiry**

Communication aux XXX^e journées de l'AEES, Charleroi 9-10 septembre 2010
Version provisoire d'un texte à paraître dans *Redéfinir la prospérité*, I. Cassiers (dir.), 2011
(disponible sur demande)

Résumé

Pendant plus d'un demi-siècle, le produit intérieur brut (PIB) a été considéré comme le principal indicateur de progrès économique et social. Son existence, sa visibilité, son utilisation de plus en plus répandue ont contribué à une assimilation abusive entre croissance économique (c'est-à-dire augmentation du PIB) et amélioration du bien-être de tous. Mais sa position hégémonique lui est aujourd'hui contestée. Un vaste chantier de réflexion sur les limites du PIB et la manière de les dépasser est en cours. Il s'inscrit dans une tradition déjà longue de recherches académiques, prend force dans le malaise exprimé par de nombreuses associations vis-à-vis du traditionnel « objectif croissance », devient plus visible depuis qu'il est relayé par de grandes institutions (OCDE, Institutions européennes...) et par des prix Nobel (Stiglitz-Sen-Fitoussi 2009).

L'enjeu du débat est important si l'on adopte le point de vue, assez largement reconnu, selon lequel le choix d'un indicateur influence la réalité. Le processus même de quantification n'est pas neutre : « *la quantification, entendue comme l'ensemble formé des conventions socialement admises et des opérations de mesure, crée une nouvelle façon de penser, de représenter, d'exprimer le monde et d'agir sur lui. (...) La statistique, et plus généralement toutes les formes de quantification (par exemple probabiliste ou comptable), reconfigurent et transforment le monde, par leur existence même, par leur diffusion et leurs usages argumentatifs, que ceux-ci soient scientifiques, politiques ou journalistiques.* » (Desrosières, 2008 vol. 1, p. 11). Vouloir façonner de nouveaux indicateurs de progrès, c'est potentiellement modifier nos représentations du monde, redéfinir nos finalités et réinventer la manière de les poursuivre. Cette potentialité n'est toutefois pas éthérée, elle s'inscrit dans une transformation complexe de notre système économique, social, politique et doctrinal.

Nous suggérons ici que le débat sur les nouveaux indicateurs de progrès est symptomatique d'un tournant historique et mérite à ce titre la plus grande attention. Nous procédons en quatre temps. Dans une première section, nous rappelons le contexte particulier dans lequel la comptabilité nationale – dont le PIB est issu – a été établie, comme outil d'une politique économique ancrée dans les compromis sociaux de l'après-guerre. Ce contexte explique les conventions comptables retenues à l'époque, conventions qui semblent aujourd'hui étriquées en regard d'un monde qui a profondément changé.

* Professeur à l'UCL (IRES et CIRTES) et Chercheur qualifié du FNRS – isabelle.cassiers@uclouvain.be

** Assistante et doctorante à l'UCL (IRES et CIRTES) – geraldine.thiry@uclouvain.be

Si la génération de l'après-guerre pouvait voir dans la croissance de l'activité marchande une source essentielle de bien-être et dans le PIB un indicateur de progrès, certains défis du XXI^e siècle rendent plus complexe la quantification de l'idée de « progrès », de « bien-être » ou de « prospérité ». Dans la section deux, nous présentons trois familles de problèmes qui justifient la recherche d'indicateurs alternatifs : les finalités sociales auxquelles la croissance économique ne répond pas, ou pas correctement ; le hiatus qui peut exister entre celle-ci, d'une part, et l'évaluation subjective de la « satisfaction de vie », d'autre part ; enfin l'épuisement des ressources naturelles ou, plus généralement, l'ensemble du problème environnemental.

La prise de conscience de ces nouveaux défis au fil des décennies s'est accompagnée d'une grande créativité en matière d'indicateurs de telle sorte qu'on dispose aujourd'hui d'une multitude d'éléments quantifiés susceptibles de compléter ou de remplacer le PIB. La section trois a pour objet de présenter un panorama succinct d'indicateurs existants, regroupés selon les trois champs évoqués ci-dessus, puis d'exposer les principales questions que soulève le choix de l'un ou l'autre indicateur. Celles-ci peuvent être de forme (indice unique ou tableau de bord ?) ou de fond (quelles sont les valeurs sociétales implicitement portées par tel ou tel indicateur ?). Cet examen méthodique révèle le lien inextricable qui unit les questions d'ordre technique et celles de nature normative.

En découle la quatrième et dernière section, consacrée aux enjeux les plus fondamentaux du débat. Notre argument s'élabore en deux temps. Nous examinons tout d'abord l'hypothèse selon laquelle nos sociétés, aux prises avec une complexité inégalée, sont arrivées à un tournant historique où de nouveaux compromis sont en gestation, d'une manière encore difficilement intelligible pour les acteurs sociaux. Nous serions dans une situation comparable à celle qui précédait l'élaboration des comptabilités nationales et la mise en cohérence du régime de croissance fordiste. L'enjeu fondamental serait de tenter de percevoir quel principe de cohérence – précisé entre autres par un indicateur - émergera du flou et pourra faire l'objet d'un consensus. Une deuxième lecture de la situation actuelle est possible et mérite d'être explorée. L'idée serait qu'un principe de cohérence est aujourd'hui déjà clairement à l'œuvre. Il résiderait dans la soumission directe ou indirecte de toute activité à la mise en concurrence des performances au nom de l'efficacité. Ce principe de cohérence se déploierait dans la transformation des pratiques et des doctrines au sein desquelles la « gouvernance par indicateur » occuperait une place de choix. Sous cette deuxième hypothèse, l'enjeu se précise : les nouveaux indicateurs seront-ils instrument de généralisation d'un principe pourtant contestable ou cheval de Troie dans la citadelle de la marchandisation du monde ?